



TRAVAUX D'AMENAGEMENT CRECHE SAINT-OUEN-SUR-SEINE (93)

**LOT 01 : GROS-ŒUVRE / ISOLATION-CLOISONS-PLAFONDS SUSPENDUS / REVETEMENTS SOLS
SCELLES ET MURS / PEINTURES – SOLS SOUPLES**

LOT 02 – MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE

LOT 03 – MENUISERIE INTERIEURE

LOT 04 – CHAUFFAGE-VENTILATION – PLOMBERIE

LOT 05 – ELECTRICITE CFO/CFA

REGLEMENT DE CONSULTATION

*Procédure adaptée organisée conformément aux dispositions des articles R. 2123-1 1° et R. 2123-4
du Code de la commande publique*

Pouvoir adjudicateur : SOLIDEO

Adresse : 18 rue de Londres, 75009 PARIS

Date limite de réception des offres :

Mardi 13 mai 2025 à 12h00 (mois M0)

Version et date	Synthèse des modifications apportées	Auteur
V1 : 25/02/2025	Création	Direction juridique et des Achats

Article 1	OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS DIVERSES	3
1.1	Objet de la consultation	3
1.2	Allotissement	3
1.3	Forme des marchés	3
1.4	Mode de dévolution	4
1.5	Durée des marchés	4
Article 2	ORGANISATION DE LA PROCEDURE	4
2.1	Procédure de passation	4
2.2	Liste des documents composant le dossier de consultation	5
2.3	Modifications de détail au dossier de consultation	5
2.4	Variantes facultatives	5
2.5	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
2.6	Délai de validité des offres	5
2.7	Visite du site	5
2.8	Marché réservé	6
2.9	Modalité de financement	6
2.10	Clause sociale	6
2.11	Mesure en faveur de l'accès des TPE/PME/Structures ESS	6
Article 3	RETRAIT DU DOSSIER	6
Article 4	CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4.1	Rappel des éléments nécessaires à la sélection des candidatures	7
4.2	Éléments nécessaires au choix de l'offre	9
Article 5	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
5.1	Conditions de la dématérialisation	11
5.2	Modalités d'envoi des propositions dématérialisées	11
5.3	Copie de sauvegarde	12
Article 6	JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE	13
6.1	Critères de jugement des offres	13
6.2	Négociation	14
6.3	Appréciation des candidatures	15
6.4	Vérification de la situation de l'attributaire	15
Article 7	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16

Article 1 OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS DIVERSES

1.1 **Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux d'aménagement d'une crèche de 36 berceaux située sur la commune de Saint-Ouen-sur-Seine (93).

La description des prestations est indiquée dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) joints au dossier de consultation (DCE).

1.2 **Allotissement**

La présente consultation comprend **5 lots** qui feront chacun l'objet d'un marché distinct :

- **Lot 01 – Macro-lot** : comprenant les corps d'états suivants :
 - Gros-œuvre
 - *Isolation-Cloisons-Plafonds Suspendus*
 - *Revêtements sols scellés et Murs*
 - *Peintures – Sols Souples*
- **Lot 02 – Menuiseries Extérieures – Serrurerie**
- **Lot 03 – Menuiserie Intérieure**
- **Lot 04 – Chauffage Ventilation Climatisation Plomberie**
- **Lot 05 – Electricité CFO/CFA**

Tous les lots sont mono-attributaires.

Le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à présenter une offre pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Cependant seuls deux lots au maximum, pourraient être attribués à un candidat (entreprise ou groupement).

En cas de soumission à plusieurs lots, le candidat devra présenter un acte d'engagement par lot auquel il soumissionne (un acte d'engagement est joint pour chacun des lots dans le DCE).

1.3 **Forme des marchés**

➤ **Lots**

Chaque lot est un marché à prix global et forfaitaire, rémunéré conformément au détail du prix contenu dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

➤ **Pour le Lot 02**

Conformément à l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique, le lot 2 comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- Tranche ferme (TF) : Menuiseries extérieures – Serrurerie
- Tranche optionnelle (TO) : Dépose du portail existant, fourniture et pose d'un portail acier au droit de l'accès principal de l'établissement.

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle peut intervenir dans un délai de 6 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Un ordre de service sera émis par le pouvoir adjudicateur pour notifier au titulaire l'affermissement de cette tranche optionnelle.

En cas de non-affermissement, le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité de débit ou d'attente.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) de référence est celui applicable aux marchés de travaux (CCAG/Travaux) issu de l'arrêté du 31/03/2021 (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021).

Les montants estimatifs des lots sont les suivants :

- Lot 01 : 306 000 € HT
- Lot 02 : 100 000 € HT (y compris tranche optionnelle).
- Lot 03 : 114 000 € HT
- Lot 04 : 315 000 € HT
- Lot 05 : 82 000 € HT

1.4 Mode de dévolution

Le candidat peut se présenter en tant qu'opérateur économique unique ou en tant que groupement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, aucune forme de groupement n'est imposée.

Il est interdit au candidat d'être mandataire de plus d'un groupement pour le même marché (article R. 2142-23 du Code de la Commande Publique).

Conformément à l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit au candidat de se présenter en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements.

Il est toutefois autorisé de se présenter en qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 Durée des marchés

La durée des marchés figure à l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Article 2 ORGANISATION DE LA PROCEDURE

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une **procédure adaptée ouverte** organisée conformément aux dispositions des articles R. 2123-1 1° et R. 2123-4 du Code de la Commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité au cours de l'analyse :

- De faire régulariser les offres irrégulières, et en cas de négociation, les offres irrégulières et les offres inacceptables,
- De se faire préciser des éléments de l'offre,
- D'auditionner les candidats,
- De faire compléter ou de se faire préciser des éléments de la candidature.

Les candidats sont informés que l'analyse des offres aura lieu avant l'examen des candidatures dans les conditions fixées à l'article R. 2361-14 du Code de la commande publique.

Après analyse des offres remises sur la base des critères d'analyse définis dans le présent règlement de la consultation, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Il procédera ensuite à l'analyse de la candidature de l'attributaire au travers de ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles sur la base des documents demandés. Dans le cas, où sa candidature ne serait pas recevable, il analysera la candidature du soumissionnaire classé second et ainsi de suite.

2.2 Liste des documents composant le dossier de consultation

Le dossier de consultation (DCE) remis aux candidats comporte :

- Le présent règlement de la consultation (RC), commun à tous les lots ;
- Les actes d'engagement (AE) et leurs 5 annexes, un par lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- Le cahier des prescriptions techniques communes, commun à tous les lots ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), un par lot ;
- La charte « chantiers à faible nuisance » ;
- Les pièces techniques et graphiques de l'opération ;
- Les décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF), un par lot ;
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4.

Les candidats doivent prendre connaissance de l'ensemble du dossier de consultation et ne pourront arguer lors de la passation ou de l'exécution d'une méconnaissance de ces pièces.

2.3 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications non substantielles au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 Variantes

La présentation de variantes n'est autorisée pour aucun des lots.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

2.6 Délai de validité des offres

Les offres doivent être valables 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.7 Visite du site

La visite de site est facultative pour tous les lots, mais vivement recommandée.

Les visites se dérouleront :

- Le mercredi 23 avril 2025 à 10h
- Le mardi 29 avril 2025 à 10h

L'inscription à un créneau se fera **jusqu' à la veille à 12h**. Les coordonnées (nom de l'entreprise, nom et prénom de la personne présente, numéro de téléphone portable) du représentant du candidat seront à transmettre à l'adresse suivante : marches.publics@ouvrages-olympiques.fr.

Toute inscription hors-délai ne sera pas prise en compte.

Deux personnes maximums par candidat/groupement sont autorisées à être présente.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de proposer un ou deux créneaux supplémentaires au plus tard 5 jours avant la DLR initiale. Dans ce cas cette dernière sera décalée de deux (2) jours.

2.8 Marché réservé

Sans objet.

2.9 Modalité de financement

Financement sur fonds propres de SOLIDEO.

2.10 Clause sociale

En référence à l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique chaque marché comporte une clause obligatoire d'insertion professionnelle de public rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi ou présentant des fragilités.

Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière.

2.11 Mesure en faveur de l'accès des TPE/PME/Structures ESS

La charte en faveur de l'emploi et du développement territorial pour les opérations de construction liées à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (ci-après « la Charte »), approuvée par le conseil d'administration de la SOLIDEO le 5 juillet 2018, promeut l'accès à la commande publique des très petites entreprises, des petites et moyennes entreprises, au sens de la définition européenne, et des structures de l'économie sociale et solidaire.

L'objectif fixé par la charte est de viser au moins 25 % du montant global des marchés attribués dans le cadre des opérations et aménagements nécessaires à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques et relevant du périmètre de la SOLIDEO.

Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP.

Article 3 RETRAIT DU DOSSIER

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- * Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple),
- * Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader),
- * Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : Word de Microsoft, Wordperfect, OpenOffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- * .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, OpenOffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- * Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité dans un premier temps à consulter le guide d'utilisation accessible via le lien suivant :

<https://marches.maximilien.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Dans un second temps, le candidat pourra contacter l'assistance en ligne qui procèdera à une prise en main à distance (<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide>)

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 01.76.64.74.08 (<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide>).

Article 4 **CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

4.1 Rappel des éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Les candidats devront respecter les dispositions du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 prévoyant des mesures applicables quant à l'interdiction d'attribuer ou d'exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie.

Si un candidat se trouve dans une des situations décrites dans le règlement susvisé, il devra présenter dans une note explicative les dispositions qu'il entend mettre en place.

Les candidats devront remettre les formulaires DC1 et DC2 fournis dans le DCE. Les rubriques considérées desdits formulaires devront être renseignées et complétées de telle sorte que les informations ci-après sollicitées soient bien fournies.

Aptitude :

☒ **Une lettre de candidature** (via le DC1 joint au DCE) indiquant notamment :

- Les nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie du siège du candidat ;
- Les raison sociale, forme juridique et, le cas échéant, le numéro d'immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat, sinon le numéro de TVA intracommunautaire.

En lieu et place de cette déclaration sur l'honneur, le candidat a la possibilité de présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (cf. article R. 2143-4 du Code de la commande publique).

☒ **Une déclaration sur l'honneur** justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (via le DC1 fourni dans le DCE).

☒ Si le candidat est en redressement judiciaire, **la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité.**

☒ Si le signataire n'est pas le représentant légal du candidat, un pouvoir en vigueur doit être fourni. Ce dernier doit être signé par le représentant légal du candidat qui atteste de la capacité du signataire à représenter le candidat.

En cas de groupement, le pouvoir est à fournir pour l'intégralité des membres du groupement dont le

signataire n'est pas le représentant légal.

Capacités économiques et financières :

☒ **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du candidat et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, sur les trois derniers exercices disponibles** (en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles).

Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banques ou d'une preuve d'une assurance pour les risques professionnels (via le DC2 joint au DCE).

☒ **Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle.**

Capacités techniques et professionnelles :

☒ **5 références maximum** réalisées au cours des cinq dernières années portant sur des travaux similaires à l'objet du lot auquel soumissionne le candidat, assorties d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

☒ **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.**

☒ **En fonction du/des lot(s) au(x)quel(s) soumissionne le candidat, il devra impérativement disposer des certificats de qualifications professionnelles (ou équivalents) suivants :**

- **Lot 01 « Cloisons, doublages, Fx-plafonds, revêtements de sols/murs et signalétique »**

o **Plâtrerie – Cloisons – Doublages – Menuiseries Intérieures**

Certification QUALIBAT 4131 – Plaques de plâtre (Technicité courante).

o **Plafonds Suspendus**

Certification QUALIBAT 6611 – Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (Technicité courante).

o **Peinture - Faïences – Signalétique**

Certification QUALIBAT 6323 – Carrelage – travaux d'étanchéité.

- **Lot 02 « Menuiseries extérieures serrurerie » :**

- o Certification QUALIBAT 3512 - Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment.
- o Certification QUALIBAT 4412 – Serrurerie-Métallerie (Technicité courante).
- o Certification QUALIBAT 4511- Fourniture et pose de volets, stores, portails, rideaux, grilles, portes de garage et portes sectionnelles – Résidentiel et Tertiaire.

- **Lot 04 « Chauffage ventilation plomberie » :**

- o Certification QUALIBAT 5111 – Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m².
- o Certification QUALIBAT 5311 – Installation de VMC en habitat individuel, collectif tertiaire inférieur à 1000 m².

Ces qualifications peuvent faire l'objet d'équivalences.

Dans ce cadre, la SOLIDEO accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ; la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux

attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

En cas de recours à la sous-traitance pour justifier des certificats de qualifications professionnelles demandés, le candidat devra joindre à l'appui de sa candidature une déclaration du futur sous-traitant (ou de chaque futur sous-traitant) par laquelle il s'engage à mettre à disposition ses moyens techniques pour l'exécution du marché. Cette déclaration doit faire apparaître la ou les qualifications détenues par le sous-traitant et émaner de son représentant légal ou d'une personne ayant capacité à engager sa société. Cette déclaration peut être remplacée par un DC4 faisant également apparaître les qualifications demandées.

Si le candidat transmet des références de travaux pour apporter la preuve qu'il détient les qualifications ci-dessus listées, il devra démontrer pour chaque référence la mise en œuvre du mode opératoire certifié par la qualification demandée. Il est en outre demandé au candidat de mentionner sur chaque référence le certificat concerné.

Conformément aux articles R. 2143-11, R. 2143-12 et R. 2143-16 du Code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats, même s'il s'agit d'un groupement ou d'un sous-traitant, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et les candidats. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

4.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Contenu de l'offre pour les lots 01 à 05

Pour les lots 01 à 05, le candidat devra produire les pièces ci-dessous :

- 1) L'**acte d'engagement** du lot auquel soumissionne le candidat, complété articles 1, 4, 5, 6, 7, daté et signé ;
- 2) La **décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** du lot auquel soumissionne le candidat, document contractuel, complétée, datée et signée (**à transmettre en version Excel et PDF**) ;
- 3) Un **mémoire technique** qui précisera :

A. Les moyens techniques affectés à l'opération, la méthodologie et l'organisation proposée pour la réalisation des travaux, les mesures prises pour le respect du planning

A.1 : Le candidat devra fournir les moyens et procédés techniques spécifiques qu'il envisage pour assurer l'exécution des travaux du lot considéré :

- Etudes d'exécution,
- Mesures prises en matière de protection des biens et des personnes,
- Réalisation des prestations,
- Approvisionnement du chantier,
- Pour le lot 01, description de la méthodologie envisagée pour la gestion des installations de chantier communes tout au long des travaux dans un contexte de coactivité.

A.2 : Le candidat décrira la méthodologie et l'organisation envisagée pour la réalisation des travaux dans le respect du planning :

- Planning prévisionnel d'intervention envisagé pour la réalisation des études, préparation de chantier et travaux.
- Définition des tâches à réaliser et leur enchaînement en cohérence avec le planning prévisionnel de l'opération.
- Description de la gestion des interfaces entre les lots dans un contexte de coactivité.

- Temps d'intervention et moyens humains affectés aux différentes tâches

A.3. Engagement sur un délai d'exécution des travaux optimisé au regard du délai maximum fixé par l'article 4 de l'Acte d'Engagement

B. Les moyens humains affectés à l'opération

Le candidat devra fournir :

- La présentation et les qualifications de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations en phase études et en phase travaux, jusqu'à la phase de levée de réserves et garantie de parfait achèvement
- Les CV des membres de l'équipe (expériences et formations) pour le personnel encadrant affecté au chantier
- L'expérience et les formations pour les compagnons affectés au chantier
- L'organigramme de l'équipe

C. La prise en compte du développement durable et notamment la prise en compte de la charte chantier à faibles nuisances

Le candidat devra fournir :

- Les modalités de gestion des déchets produits sur le chantier
- Les moyens mis en œuvre pour réduire les besoins énergétiques
- Les moyens mis en œuvre pour la réduction des nuisances en site occupé

Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) n'ont pas être remis dans l'offre.

Ils ont valeur contractuelle conformément aux dispositions du CCAP.

Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.



Même s'il n'en n'a pas l'obligation, il est vivement recommandé au candidat, dès la remise de son offre, de déposer (s'il dispose déjà d'un compte) sur la plateforme e-attestation (<https://declarants.e-attestations.com>) les pièces listées à l'article 6.4 du présent règlement de la consultation. A défaut de compte, il est conseillé au candidat de s'assurer de l'ensemble des pièces demandées dans le cas où il serait déclaré attributaire.

En cas de groupement, ces attestations sont à remettre pour le mandataire et chaque co-traitant et le cas échéant, pour les sous-traitants.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique, il est précisé que si le candidat retenu n'est pas en capacité de fournir au stade de l'attribution ces éléments dans le délai indiqué par le pouvoir adjudicateur, son offre sera éliminée et le candidat classé derrière lui sera déclaré attributaire sous réserve de fournir à son tour les pièces listées à l'article 6.4 dans les mêmes conditions (et ainsi de suite).

En cas de discordance entre le montant global indiqué dans l'AE et celui de la DPGF, les indications portées l'AE prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Dans ce cas, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes, le candidat pourra être invité à mettre sa DPGF en harmonie avec son AE. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Toute modification apportée aux pièces contractuelles entraînera le rejet de l'offre. La consultation n'autorise pas les réserves, les modifications et les annotations sur les pièces contractuelles du DCE (en dehors des compléments demandés et suite à d'éventuelles négociations).

Article 5 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions d'envoi et de remise des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent document entraînera l'irrégularité de l'offre.

Seule la forme dématérialisée est admise. Les offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

La réponse électronique doit être effectuée dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique.

5.1 Conditions de la dématérialisation

Les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du règlement de consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de son offre préalablement par un anti-virus.

5.2 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <https://marches.maximilien.fr> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté lors de la remise de son offre, le candidat est invité dans un premier temps à consulter le guide d'utilisation accessible via le lien suivant :

<https://marches.maximilien.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Dans un second temps, le candidat pourra contacter l'assistance en ligne qui procédera à une prise en main à distance (<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide>)

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique

malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

5.3 Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les offres transmises par voie électronique,
- une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est préconisé le format suivant : Clé USB.

La copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Adresse : SOLIDEO – 18 rue de Londres, 75009 PARIS
Consultation pour :
Travaux aménagement crèche Saint-Ouen-sur-Seine
Lot n° : (à compléter)
Candidat : (à compléter)
NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. L'organisateur de la consultation ne peut être tenu pour responsable du dépassement du délai de remise des propositions. Les frais de transport des prestations sont à la charge des candidats.

5.4 Modalité de signature des candidatures et des offres

Les offres transmises par voie électronique doivent être signées (uniquement l'acte d'engagement et la DPGF).

L'acheteur laisse la possibilité aux candidats de signer les offres via une signature électronique ou de signer manuscritement les documents, puis de les scanner afin qu'ils soient intégrés sur le profil d'acheteur.

A l'attribution, aussi bien en cas de signature manuscrite scannée ou de signature électronique des offres, il sera demandé à l'attributaire de rematérialiser les documents de marchés puis de les signer manuscritement.

Si le candidat opte pour la signature électronique, les offres devront être signées au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI :
<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1^{er} octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Article 6 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

6.1 Critères de jugement des offres pour l'ensemble des lots (lot 1, 2, 3, 4, 5)

Pour chaque lot, le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon les critères suivants pondérés :

- **Critère 1 : Valeur technique de l'offre (notée sur 60 points)**

L'analyse du critère de la valeur technique de l'offre sera effectuée au regard des thèmes développés dans le mémoire technique du candidat selon les sous-critères indiqués ci-après :

- **Sous-critère 1 :** Moyens techniques affectés à l'opération, méthodologie et organisation proposée pour la réalisation des travaux, mesures prises pour le respect du planning (30 points)
 - **Sous-sous-critère 1.1 :** moyens et procédés techniques spécifiques (20 points)
 - **Sous-sous-critère 1.2 :** méthodologie et organisation envisagée (8 points)
 - **Sous-sous-critère 1.3 :** propositions d'optimisations du délai d'exécution des travaux (2 points)
- **Sous-critère 2 :** Moyens humains affectés à l'opération (15 points)
- **Sous-critère 3 :** Prise en compte du développement durable et de la charte chantier à faible nuisance (15 points)

Méthode d'attribution des notes du critère 1 « Valeur Technique de l'offre » :

Réponse traitant de manière totalement insatisfaisante le sujet Non satisfaisant	0% de la note maximum
Réponse traitant le sujet mais avec des lacunes ou erreurs significatives Peu satisfaisant	25% de la note maximum
Réponse traitant du sujet sans lacunes ou erreurs significatives Moyennement satisfaisant	50% de la note maximum
Réponse à l'ensemble des points mais sans apport de plus-value significative : Satisfaisant	75% de la note maximum
Réponse à l'ensemble des points avec apport de plus-value significative : Très satisfaisant	100% de la note maximum

• **Critère 2 : Prix des prestations** (noté sur 40 points)

Le critère prix sera apprécié au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire complétée par le candidat et remis à l'appui de son offre.

La note maximale du critère sera attribuée au candidat ayant remis l'offre conforme la moins-disante.

Les autres candidats obtiendront une note proportionnelle calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = \text{Note maximale} \times \frac{\text{Montant de l'offre du moins-disant conforme}}{\text{Montant de l'offre du candidat analysé}}$$

La somme des notes obtenues pour les critères « Valeur technique de l'offre » et « Prix des prestations » donne une note finale de 100, le classement des candidats s'effectuant sur cette note finale.

6.2 Négociation

Au terme de l'analyse, il pourra être procédé à une négociation, sur tous les éléments de l'offre. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans avoir recours à la négociation.

La négociation pourra porter, au choix du pouvoir adjudicateur, sur tous les éléments de l'offre.

Les négociations pourront donner lieu à :

- Une ou plusieurs réunions de négociation : le candidat recevra préalablement à la réunion de négociation une convocation écrite précisant le lieu, la date, le temps imparti et les modalités de déroulement de la négociation.
- Une ou plusieurs négociations écrites : le pouvoir adjudicateur enverra un courrier, via le profil acheteur, aux candidats sélectionnés précisant les points sur lesquels porteront la négociation et les éléments de réponse à apporter.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il informera les soumissionnaires et fixera une date limite commune pour la présentation d'une offre finale.

6.3 Appréciation des candidatures

Après analyse et classement des offres de chaque lot, les capacités professionnelles, techniques et financières seront appréciées au regard des éléments apportés par le candidat classé en 1^{ère} position. Dans le cas, où sa candidature ne serait pas recevable, le pouvoir adjudicateur analysera la candidature du soumissionnaire classé second et ainsi de suite.

NB : La preuve de la capacité de l'opérateur économique peut être apportée par tout moyen.

Le pouvoir adjudicateur sélectionnera le candidat sur la base des critères suivants :

- **Capacités financières** : le candidat devra présenter un chiffre d'affaires suffisant attestant de sa capacité à assurer les prestations objet du marché.
- **Capacités professionnelles** : le candidat devra être doté des références adaptées à l'objet du marché et être titulaire des qualifications professionnelles ou leurs équivalents énoncées à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.
- **Capacités techniques** : le candidat devra être doté du personnel suffisant au regard des prestations objet du marché.

6.4 Vérification de la situation de l'attributaire

Si le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'a pas déposé lors de la remise de son offre, les pièces suivantes sur e-attestations **comme cela est vivement recommandé**, il devra les produire à compter de la demande du pouvoir adjudicateur **et dans le délai mentionné dans la lettre d'attribution provisoire** :

- Une attestation indiquant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 du Code de la commande publique ;
- Les attestations fiscales (de moins de 6 mois) ;
- L'attestation de vigilance (de moins de 6 mois) ;
- L'attestation d'assurance en responsabilité civile et professionnelle (en cours de validité) ;
- Un RIB (Tous les RIB doivent être fournis pour l'intégralité des membres d'un groupement en cas de répartition des paiements, ainsi que pour les sous-traitants).

Le cas échéant :

- La liste nominative des travailleurs étrangers employés (articles D. 8254.2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- En cas de détachement de salariés, la copie de la déclaration de détachement et de la désignation du représentant sur place (documents listés à l'article R. 1263-12 du code du travail) ;
- La copie du ou des jugements en cas de redressement judiciaire ;
- Une note sur les potentiels conflits d'intérêts.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché (lot) et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des cotraitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des cotraitants et/ou des sous-traitants.

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre de l'attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché (lot) ne lui soit attribué et ainsi de suite.

Article 7 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur.

Une réponse sera alors adressée **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres** à tous les candidats ayant retiré le dossier.

Les candidats ne pourront plus poser des questions **dans les 10 jours précédant la date limite de réception des offres**. Au-delà les questions ne pourront être traitées, et aucune réponse ne sera apportée.

En cas de contradictions entre les mentions figurant dans l'AAPC et celles figurant dans le présent règlement de la consultation, les mentions de publicité modifiées le cas échéant par un avis rectificatif, primeront.